

OFFICE NATIONAL DES SERVICES DE L'EAU
EN MILIEU RURAL
Siège social : Nouakchott

SIDI EL MOCTAR OULD BOYE

Tél. : +222 22 00 97 17 / 46 81 80 15
Email : menaboye@yahoo.fr
Nouakchott

MAC-MENA AUDIT ET CONSEILS

&

MOHAMED OULD BRAHIM

ETATS FINANCIERS
ET RAPPORTS
DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES AU 31
DECEMBRE 2016

mars 2017

Les commissaires aux comptes

Nktt le 29-03-2017

A

Monsieur le Directeur de la Tutelle Financière

Objet : Remise du rapport des commissaires aux comptes

De l'Office National des services de l'Eau en milieu Rural(ONSER)

Nous avons l'honneur de vous faire parvenir par la présente notre rapport du commissariat aux comptes au titre de l'exercice clos le 31-12-2016

LES EXPERTS COMPTABLES CO-COMMISSAIRES AUX COMPTES

MOHAMED OULD BRAHIM

SIDI EL MOCTAR OULD BOYE



SOMMAIRE

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

BILAN AUX 31 DECEMBRE 2016 et 2015

TABLEAUX DES RESULTATS POUR L'EXERCICE CLOS
AUX 31 DECEMBRE 2016 et 2015

TABLEAUX DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE CLOS
AUX 31 DECEMBRE 2016 et 2015

NOTES EXPLICATIVES

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

PRESENTATION DE LA SOCIETE ET METHODES COMPTABLES

PAGES
3 – 4
6 & 7
8 & 9
10
11 – 17
18
21

RAPPORT GENERAL

Monsieur le Président,

Messieurs les Membres du Conseil d'Administration de l'ONSER.

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par le Ministère des finances, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur les états financiers de l'Office National des Services de l'Eau en Milieu Rural (ONSER) au titre de l'exercice couvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016.

L'arrêté des états financiers relève de la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre intervention d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I- Compte rendu de contrôle et certification :

Nous avons effectué notre audit selon les normes IAS de l'IFAC. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction pour l'arrêté des comptes ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nos investigations ont porté sur :

- La vérification de la régularité des états financiers de l'ONSER,
- Les vérifications des informations spécifiques prévues par la loi en application des dispositions des articles 466, 467, 468 et 469 de la loi 2000-05 portant Code de Commerce.

Les états financiers ci-joints ont été établis conformément aux principes comptables généralement admis. Ils font apparaître un total net du bilan de 1 849 133 076,66 MRO et un résultat négatif (perte) de 9 413 861,09 MRO.

Au terme de notre intervention nous devons formuler les observations suivantes :

1. Le solde brut du compte « immobilisations » s'élève au 31/12/2016 à **2 351 447 062,00 MRO**. A défaut d'un inventaire détaillé et d'une situation extra comptable fiable de toutes les immobilisations, il n'est pas possible de s'assurer de l'exactitude de ce solde comptable ainsi que la valeur exacte du matériel de 20 localités cédé à la SNDE

Le matériel cédé à la SNDE continuent à apparaître sur le bilan de l'ONSER

2. Le solde du compte « client » s'élève au 31/12/2016 à **1 174 836 854,35 MRO**, il s'agit d'un solde **compensé**. A défaut d'une balance âgée, d'un plan client détaillé et d'une situation extra comptable fiable de tous les clients, il n'est pas possible de s'assurer de l'exactitude de ce solde comptable.

3. Le compte débiteurs divers donne un solde de **105 978 747,61 UM**, ce montant doit être analysé et apuré

4. La caisse centrale totalise un mouvement qui s'élève à **313 566 419,00 au débit et 312 272 643 au crédit**, A défaut de brouillard de caisse et de registre de suivi, le risque des irrégularités des dépenses existe

Sous réserve de l'effet qui résulte des situations décrites aux paragraphes **01 à 04** ci-dessus, et compte tenu des choix comptables adoptés et des diligences que nous avons accomplies, nous estimons que les états financiers de l'ONSER, couvrant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2016, **sont sincères réguliers et donnent une image fidèle de la situation financière et du résultat des ses opérations au titre de l'exercice 2016**.

Nouakchott, le 24.03.2017

Les Commissaires aux comptes

SIDI EL MOCTAR OULD BOYE

MOHAMED OULD BRAHIM



A large, handwritten signature in black ink, appearing to read 'MOHAMED OULD BRAHIM'.

II - ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31/12/2016

R

II-Etats Financiers 2016 :

Les états financiers de l'exercice clos au 31/12/2016, sont établis conformément au plan comptable mauritanien (loi 009 du 20 Janvier 1999) et sont présentés comme suit :

ACTIF	BRUT	Amort. et Provision	NET 2016	NET 2015
IMMOBILISATION CORPORELLES				
° Terrains				
° Ouvrage d'infrastructure	148 337 002,00	71 979 077,41	76 357 924,59	63 491 183,82
° Matériel d'exploitation	2 037 774 420,00	1 592 000 251,11	445 774 168,89	313 789 197,69
° Matériel de transport	113 562 790,00	113 562 790,00		
° Matériel de bureau et informatique	30 717 750,00	27 321 957,24	3 395 792,76	5 039 078,51
° Mobiliers de bureau	20 505 100,00	20 505 100,00		1 550 920,00
°Agencements Aménagements Installations				-
IMMOBILISATIONS EN COURS				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
° Prêts et autres créances à L et M termes				
° Dépôts & Cautionnements	550 000,00		550 000,00	50 000,00
COMPTE DE LIAISON				
	TOTAL	2 351 447 062,00	1 825 369 175,76	526 077 886,24
VALEURS D'EXPLOITATION				
° Marchandises				-
	TOTAL			
VALEURS REALISABLES A COURT				
TERME ET DISPONIBLES				
° Fournisseurs débiteurs				-
° Clients et comptes rattachés	1 174 836 854,35		1 174 836 854,35	945 540 681,35
° Personnel	4 143 398,30		4 143 398,30	2 278 423,30
° Etat & Autres collectivités publiques	17 320 090,00		17 320 090,00	14 318 090,00
° Débiteurs divers	105 978 747,61		105 978 747,61	105 978 747,61
° Disponibilités et dépôts	20 776 100,16		20 776 100,16	4 014 446,85
	TOTAL	1 323 055 190,42	1 323 055 190,42	1 072 130 389,11
COMPTES DE REGULARISATION				
ET D'ATTENTE				
° Charges Constatées d'Avances				-
° Ecart de conversion				-
° Comptes d'attente et à régulariser				-
	TOTAL			
TOTAL GENERAL			1 849 133 076,66	1 456 050 769,13

RAPPORT 2016

PASSIF		NET 2016	NET 2015
FONDS			
° Fonds de dotation		343 727 096,44	343 727 096,44
AUTRES FONDS		-26 818 348,00	
° Réserves légales			
° Subventions d'Équipements		321 518 954,00	197 791 794,00
REPORT A NOUVAU (solde débiteur ou solde créditeur)		125 448 040,36	- 86 928 488,80
RESULTATS NET EN ATTENTE D'AFFECTATION			
° Résultats nets de l'exercice (bénéfice ou perte)		9 413 861,09	- 38 519 551,56
TOTAL SITUATION NETTE		557 202 496,99	416 070 850,08
COMPTE DE LIAISON		780 000,00	780 000,00
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES			
° Provisions pour risques & charges		780 000,00	780 000,00
DETTES A COURT TERME			
° Clients créditeurs			
° Fournisseurs et comptes rattachés		203 771 766,00	203 040 970,00
° Personnel et comptes rattachés			
° Etat et autres collectivités publiques		241 512 844,36	734 876 927,36
° PRODUITS A RECEVOIR CLIENTS		750 972 952,00	
° Sécurité sociale et autres organismes sociaux		46 698 470,00	45 798 268,00
° Associés-comptes courant-groupe			
° Créditeurs divers		26 894 858,97	26 894 858,97
° Emprunt à court terme			
° Concours bancaires courants		22 859 688,34	30 148 894,72
TOTAL		1 292 710 579,67	1 040 759 919,05
COMPTES DE REGULARISATION			
ET D'ATTENTE			
° Produits constatées d'avance			
° Différences de conversion passif			
° Charges à payer			
TOTAL GENERAL		1 849 133 076,66	1 456 050 769,13

Compte de résultat arrêté au 31 décembre 2016

N°	CPTEs	Exploitat°	H.exploitat°	DÉBIT	Total 2016	Total 2015
	DETERMINATION DES RESULTATS D'EXPLOITATION					
	ET HORS EXPLOITATION (82 et 082)					
60	Coût d'achat des marchandises vendues					
	° Achats consommés					
60	Consommations en provenance de tierces					
603	° Variation de Stock					
602-606	° Achats d'approvisionnements non stockés	229 628 225,00		229 628 225,00	216 931 109,00	
62	° Charges externes liées à l'investissement	25 837 687,00		25 837 687,00	27 819 798,00	
63	° Charges externes liées à l'activité	24 713 361,31		24 713 361,31	27 487 569,78	
64	° Charges diverses	5 294 400,00		5 294 400,00	5 790 000,00	
	Sous-total : consommations intermédiaires	285 473 673,31		285 473 673,31	278 028 476,78	
65	° Frais de personnel	341 509 579,00		341 509 579,00	315 463 085,00	
66	° Impôts et taxes	2 335 127,00		2 335 127,00	853 519,00	
67	° Charges financières					
68	° Dotations aux amortissements et provisions	36 166 543,78		36 166 543,78	36 553 933,78	
	Solde créiteur : Bénéfice					
	TOTAL	665 484 923,09		665 484 923,09	630 899 014,56	
	DETERMINATION DES RESULTATS SUR CESSION					
	D'ELEMENTS DE L'ACTIF (84)					
84	° Valeur des éléments cédés					
	° Frais annexes de cession transférés					
	Solde créiteur:Plus value de cession					
	TOTAL					
	DETERMINATION DU RESULTAT NET AVANT IMPÔT (85)					
	° Résultat d'exploitation (solde débiteur)					
82	° Résultat hors exploitation (solde débiteur)					
849	° Moins-values de cession					
859	° Engagement à réinvestir					
	Solde créiteur:Bénéfice avant impôt					
	TOTAL					
	DETERMINATION DU RESULTAT NET DE LA PERIODE (87)					
85	Perte avant impôt				-9 413 861,09	38 519 551,56
86	° Impôt sur le résultat					
	Solde créiteur : Résultat net de la période (bénéfice)					
	TOTAL				9 413 861,09	-38 519 551,56

AB

			CREDIT	
	Exploitat°	H.exploitat°	Total 2016	Total 2015
DETERMINATION DES RESULTATS				
D'EXPLOITATION ET HORS EXPLOITATION				
◦ Produits des activités annexes				
◦ Production stockée (ou destockage)				
◦ Production de l'entreprise pour elle-même				
Sous-total : productions				
◦ Produits et profits divers				
◦ Subventions d'exploitation (et d'équilibre)	656 071 062,00		656 071 062,00	592 379 463,00
◦ Produits financiers				
◦ Reprises sur amortissements et provisions				
◦ Frais à immobiliser ou à transférer				
Solde débiteur : Perte	9 413 861,09		9 413 861,09	38 519 551,56
TOTAUX	665 484 923,09		665 484 923,09	630 899 014,56
DETERMINATION DES RESULTATS SUR CESSION				
D'ELEMENTS DE L'ACTIF (84)				
◦ Produits de cession d'éléments d'actif (84)				
◦ Amortissements correspondants aux éléments cédés				
Solde débiteur: Moins value de cession				0
TOTAL				0
DETERMINATION DU RESULTAT NET AVANT IMPOT(85)				
◦ Résultat d'exploitation (solde créditeur)				
◦ Résultat hors exploitation (solde créditeur)				
◦ Plus values de cession				
◦ Réintégration des plus values à réinvestir				
Solde débiteur : Perte avant impôt			9 413 861,09	38 519 551,56
TOTAL				
DETERMINATION DU RESULTAT NET DE LA PERIODE (87)				
◦ Bénéfice avant impôt				
Solde débiteur : Résultat net de la période (Perte)			9 413 861,09	38 519 551,56
TOTAL			9 413 861,09	38 519 551,56

CALCUL DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT
AU 31 /1 2/2016

Code dans le PCM	Eléments	Totaux
87	Résultat net comptable	-9 413 861,09
68	Dotations aux amortissements et provisions	36 166 543,78
84	Moins-values de cession	0,00
	Totaux (I)	26 752 682,69
	A déduire	
64	Pertes sur actif immobilisé	
74	Quote-part des subventions d'équipement virée aux résultats	
78	Reprises sur amortissements et provisions	
84	Plus-values de cession	
	Total (II)	0,00
	Capacité d'autofinancement (I-II)	26 752 682,69

III- NOTES EXPLICATIVES SUR LES ETATS FINANCIERS

1 Les Immobilisations :

Les valeurs nettes de cette rubrique au 31 décembre 2016 s'élèvent à **525 527 886,24 MRO** contre **383 870 380 MRO** en 2015 soit une augmentation de **141 607 506,22 UM**, cette augmentation est essentiellement les acquisitions 2016 et s'analyse comme suit :

Désignation	Valeur nette	Valeur nette
	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations corporelles		
Ouvrage d'infrastructure	76 357 924,59	63 491 184
Matériel d'exploitation	445 774 168,89	313 789 198
Matériel de transport	0	0
Matériel de bureau et informatique	3 395 792	5 039 079
Mobiliers de bureau		1 550 920
TOTAL	525 527 886,24	383 870 380

✓ Ouvrage d'infrastructure :

Le solde de ce poste s'est élevé au 31/12/2016 à **76 357 924,59 MRO**, contre **63 491 184 MRO** au 31/12/2015 soit une augmentation de **12 866 740,77 UM**.

✓ Matériel d'exploitation :

Le solde de ce poste s'est élevé au 31/12/2016 à **445 774 168,89 MRO**, contre **313 789 198** au 31/12/2015 soit une augmentation de **131 984 971,20 UM**

Point d'audit

Situation soulevée

Absence d'un inventaire physique et d'un tableau d'amortissement

(✓)

Risques associés

Cette situation peut avoir comme conséquence

- Perte des immobilisations
- Déplacement

Recommandations

Il est recommandé de procéder à un inventaire et une codification des toutes les immobilisations quelque soit l'endroit où elles se trouvent

2 Les Clients :

Le solde de cette rubrique au 31decembre 2016 est de **1 174 836 854,35 UM** contre

945 540 681,35 UM en 2015.

Point d'audit

Situation soulevée

Absence des comptes individuels par client rend difficile voir impossible le suivi de chaque client ainsi que la constatation des provisions en cas de doute.

Absence des quittances matérialisant les recouvrements

Les recouvrements sont comptabilisés sur la base des extraits bancaires

Risques associés

Cette situation peut avoir comme conséquence

- Difficulté de recouvrement
- Situation floue.

Recommandations

Il est recommandé :

1. d'individualiser les comptes clients par compte numérique dans le livre comptable (SARRI SAGE)
2. de matérialiser chaque somme paye par un client par un bordereau de versement ou par une quittance dument signée par la Direction financière

3 Débiteurs :

Le solde de cette rubrique au 31decembre 2016 est de **105 978 747 UM** il s'agit des suspens à identifier et à redresser en 2017

4 Banque :

Le solde de cette rubrique au 31 décembre 2016 est de **20 776 100,16 UM** contre **4 014 466 UM en 2015** et s'analyse comme suit :

Libellés	Notes	Montant
BCI Fepa		1 497 783,02
BCI ZOUEIRATT		363 260,00
BAMIS Fepa		7 945,00
BACIM Bank Fepa		11 937 779,26
BMCI FEPA		1 434 737,18
BMCI NEMA		658,01

BMCI AIOUN	12 321,69
BMCI KAEDI	3 393 227,00
BMCI TINTANE	580 584,00
BMCI Alèg	91 038,00
BNM FEPA	162 991,00
BNM KIFFA	1 293 776,00
TOTAL	20 776 100,16

5 Capitaux Propres :

5-1 Capital social :

Le solde de ce poste s'est élevé au 31/12/2016 à **343 727 096,81 MRO**, contre **343 727 096,81 UM** au 31/12/2016.

6 Les Fournisseurs:

Le solde de cette rubrique au 31 décembre 2016 est de **203 771 766,00 UM** contre **203 040 970 UM** au 31 décembre 2015.

Point d'audit

Situation soulevée

Les comptes individuels par nom abrégé alors qu'ils doivent être numériques
Un écart entre le solde fournisseur sur la balance tiers et la balance générale

Risques associés

Cette situation peut avoir comme conséquence

- Difficulté de contrôle
- Difficulté de distinction

Recommandations

Il est recommandé d'individualiser les comptes fournisseurs par compte numérique dans le livre comptable (SARRI SAGE)
Revoir le paramétrage du logiciel de gestion

6 Les dettes Fiscales et sociales:

Le solde de cette rubrique au 31 décembre 2016 est de **288 211 314,36 UM** contre **259 298 416,36 UM** au 31 décembre 2015

Libellé
Montant

Impôts minimum forfaitaire	38 578 382,76
Impôts recouvrable sur les tiers	1 950 000,00
Impôts sur traitements & Salaires	195 614 566,60
Taxe sur valeur Ajouter	5 369 895,00
Caisse de sécurité sociale	27 263 908,00
CNAM	19 434 562,00
	288 211 314,36

Point d'audit

Situation soulevée

Les comptes Etat et organismes sociales donnent un solde élevé

Risques associés

Cette situation peut avoir comme conséquence

- Problème avec le fisc
- Préjudice au Personnels ne jouissant pas de leurs droits à la sécurité sociale
- Contradiction avec la réglementation en vigueur

Recommandations

Il est recommandé de payer immédiatement toutes les dettes fiscales et sociales et de régulariser la situation du personnel vis-à-vis de la CNSS et la CNAM.

7 Les Charges:

Le total des dépenses au 31 décembre 2016 est de **665 484 923,09 UM** contre **630 899 014,56** 31 décembre 2015 et se détail comme suit :

Libellés	Notes	Montant
Achats et approvisionnements non stokes	8.1	229 628 225,00
Charges extérieures liées à l'investissement		25 837 687,00
Charges extérieures liées à l'activité		16 626 504,31
Charges et pertes diverses		5 294 400,00
Rais du personnel	8.2	341 509 579,00
Impôts et taxes		2 335 127,00
Dotations aux amortissements et provisions		36 166 543,78
TOTAL		665 484 923

8.1- Achat d'approvisionnements non stockés :

Le solde de cette rubrique au 31 décembre 2016 est de **229 628 225,00 UM** contre **216 931 109,00 UM** en 2015 soit une augmentation de **12 697 116,00UM** et s'analyse ainsi dessous :

Libellés	Montant
Frais Eau et Electricité	34 542 599,00
Achat carburants et lubrifiants	143 102 582,00
Achat Pièce de rechange Equip d'exh	46 933 454,00
Achat Petit Outils	916 100,00
Produits d'entretien	450 600,00
Fournitures de bureau et autres fr	2 692 250,00
Total	229 628 225,00

8.2 Charges de personnel:

Le solde de cette rubrique au 31 décembre 2016 est de **341 509 579,00 UM** contre **315 463 085,00 UM** en 2015 soit une augmentation de **26 046 494,00UM (8 %)** et se détail comme suit :

Libellés	Montant
Salaires et Appointements	226 812 777,00
Main d'Œuvre Occasionnels	83 632 886,00
Heures supplémentaire	622 519,00
Congés payés	3 276 226,00
Primes et gratification	1 112 556,00
Prime d'Astreinte	100 000,00
Charges sociales	24 152 615,00
Ameublement	1 800 000,00
Total	341 509 579,00

Point d'audit

Situation soulevée

- Absence d'un état d'exécution et de suivi budgétaire permettant d'analyser les écarts entre les utilisations et les prévisionnels

Risques associés

Cette situation peut avoir comme conséquence

- Dépenses illimitées
- Dépenses non autorisées par l'organe délibérant
- Utilisation des ressources sans limite

Recommendations

Il est recommandé de :

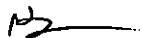
- Etablir au préalable un état des prévisions budgétaire et le faire voté par l'organe délibérant au débit de l'exercice comptable.
- Etablir un état de suivi d'exécution budgétaire

9 : Les Produits:

Le total des produits au 31 décembre 2016 est de **656 071 062,00 UM** contre **691 176 321 UM** au 31 décembre 2015 composés des redevances et la subvention de l'Etat

12

IV OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS



Observations

La principale observation concerne, l'absence d'un inventaire physique valorisé des immobilisations et l'existence des immobilisations cède dans l'actif de l'ONSER

Les autres observations sur la comptabilité de l'ONSER peuvent être ainsi résumées :

Au niveau des états financiers

1 L'amortissement linéaire des immobilisations est appliqué mais en l'absence d'un tableau qui renseigne sur les dates d'acquisition et de cession des immobilisations;

2 Les comptes fournisseurs divers, clients et débiteurs divers traînent des montants depuis plusieurs années dont le recouvrement est devenu peu probable et qui n'ont jamais été provisionnés ou annulés

Au niveau de gestion

Les procédures de gestion de l'encaisse et des mesures conservatoires pour l'encaisse des bases internes ne sont pas appropriées.

La facturation des abonnées n'est pas gérée par un logiciel ce qui rendant difficile la gestion des clients. Et ne garantie pas la réalité des consommations facturées et ne permet pas d'identifier les mauvais payeurs ;

Les recettes (remboursement client) sont prises en charge sur la base des extraits des comptes bancaires sans aucune épreuve de leur régularité et leur justification

. Au niveau du logiciel comptable

Le logiciel comptable ne permet pas d'éditer séparément les clients et les fournisseurs

Les comptes clients et fournisseurs sont définis pas des champs alphabétiques au lieu des champs numériques préconisés par le plan comptable

Recommandations

Les principales recommandations concernent la mise en place d'une commission spéciale dont la mission sera de vérifier et d'assainir certains postes du bilan qui présentent des soldes particuliers,

Les autres recommandations peuvent être ainsi résumées :

Au niveau de l'Actif

Après la détermination de manière précise de la valeur réelle des immobilisations.

L'inventaire physique du patrimoine doit être fait de manière régulière et les dates d'acquisition et de cession doivent être précisées. Les immobilisations doivent être valorisées à leur cout d'achat et majorées de leur frais annexes;

Les immobilisations cèdes doivent être sorties du bilan

Les procédures de recours appropriées doivent être engagées pour assurer le recouvrement des arriérés sur les clients qui ne respectent pas leurs engagements.

Les créances doivent être provisionnées et après avoir épousé les voies de recours, sans résultat

Les montants des débiteurs divers doivent être vérifiés et apurés par la commission spéciale.

Les comptes bancaires doivent être rapprochés à la fin de chaque mois.

Au niveau du Passif

Le montant des Créditeurs divers doit faire l'objet d'une clarification et d'un apurement dans le cadre des travaux de la commission spéciale.

Les montants des dettes fiscales et sociales de **288 211 314,36 MRO** doivent être réglés de manière régulière pour éviter le payement des pénalités et la situation actuelle doit être soldée pour éviter le risque de redressement fiscal.

Les écritures comptables doivent être tenues au jour le jour.

Au niveau de gestion

Les procédures de gestion de l'encaisse et des mesures conservatoires pour l'encaisse des bases internes doivent être revues pour éviter le détournement des encaisses.

Doter les bases d'un logiciel de gestion de facturation, afin de garantir la réalité des consommations facturées et de permettre l'identification les mauvais payeurs ;

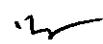
La prise en charge des recettes (remboursement client) doit être effectuée sur la base des bordereaux de versement ou sur une quittance signée conjointement par le Directeur Financier et le Directeur Commercial

Au niveau du Logiciel comptable

Doter la comptabilité d'une version récente de **SARRI COMPTA**

Refaire le paramétrage du système comptable afin de se conformer aux exigences du plan comptable national

V PRESENTATION DE L'ONSER



1 : Régime Comptable et financier :

L'Office National des Services de l'Eau en Milieu Rural (ONESR) est un établissement public à caractère industriel et commercial, créée par le décret N° 175-2010 du 03 Juin 2010. L'ONSER est dotée de la personnalité morale et jouit de l'autonomie financière. Elle tient une comptabilité à partie double conformément aux dispositions du Plan Comptable Mauritanien (PCM). Ses comptes doivent être certifiés par des commissaires aux comptes membres de l'Ordre National des Experts Comptable, désigné par le Ministère des Finances.

Elle bénéficie de régimes dérogatoires en matière de passation des marchés (article 1 de l'arrêté 729 du 08/04/2012). Elle dispose de sa propre commission de passation de marchés publics.

Mission :

L'ONSER à pour mission la mise en œuvre de la politique nationale dans le domaine de l'hydraulique, en milieu rural et semi-urbain.

Administration :

L'organe d'administration de l'ONSER est un Conseil d'Administration qui fait office d'organe délibérant.

Composition du CA :

- Un Président
 - Un représentant du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation
 - Un représentant du Ministère des affaires économiques et du développement
 - Un représentant du Ministère des Finances
 - Un représentant du Ministère chargé de la formation professionnelle
 - Un représentant du secteur de l'Hydraulique
 - Le Directeur de l'Hydraulique
 - Un représentant du Ministère chargé de développement Rural
 - Un représentant de l'association des Maires de la Mauritanie
- 

- Un représentant du personnel de l'établissement

Ressources financières :

Les principales ressources financières de l'ONSER proviennent de:

- de la subvention annuelle de l'Etat;
- des revenus de participation;
- des dons et legs;
- produits des ventes ou services;
- produits financiers et divers;

Contrôle interne :

Pour accomplir sa mission l'ONSER s'est dotée des outils de gestion suivants :

- Un plan comptable particulier inspiré du Plan comptable Mauritanien à améliorer
- Un manuel de Procédures Comptables en cours d'approbation;
- Un système de traitement informatique à améliorer.

2 : LES PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions du plan comptable mauritanien et suivant les normes de présentation requises: et reposent sur les principes :

- du coût historique : les immobilisations sont comptabilisées à leurs coûts d'acquisition, leur amortissement est pratiqué selon la méthode linéaire,
- de l'unité monétaire
- de l'engagement
- de la spécialisation des exercices
- de prudence
- d'importance relative

